

**Conseil économique et social**

Distr. générale
11 mai 2016
Français
Original : anglais

Comité exécutif**Centre pour la facilitation du commerce
et les transactions électroniques**

Vingt-deuxième session
Genève, 21-22 avril 2016

**Rapport du Centre pour la facilitation du commerce
et les transactions électroniques sur les travaux
de sa vingt-deuxième session****I. Participation**

1. Le Centre des Nations Unies pour la facilitation du commerce et les transactions électroniques (CEFACT-ONU) a tenu sa vingt-deuxième session à Genève, les 21 et 22 avril 2016.
2. Ont participé à la session des représentants des pays suivants : Allemagne, Autriche, Chine, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique (États-Unis), Finlande, Fédération de Russie, France, Inde, Iraq, Italie, Jamaïque, Japon, Maroc, Myanmar, Nigéria, Oman, Pays-Bas, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Royaume-Uni), Sénégal, Suède, Thaïlande, Ukraine et Viet Nam.
3. Les organismes des Nations Unies ci-après ont participé à la session : Centre international du commerce (ITC) et Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED). Les organisations non gouvernementales ci-après ont également participé à la session : GS1 et Organisation internationale de normalisation (ISO).
4. La Directrice de la Division du commerce et de la coopération économique de la Commission économique pour l'Europe (CEE) a ouvert la réunion. Elle a accordé une attention particulière aux objectifs de développement durable (ODD) adoptés par l'Assemblée générale et a souligné combien il était important que toutes les parties prenantes contribuent à leur réalisation. Le CEFACT-ONU devrait chercher à renforcer les partenariats en veillant à la transparence, en élaborant des produits de qualité et en rendant les processus et les résultats compréhensibles à un plus large public.

GE.16-07662 (F) 300516 030616



* 1 6 0 7 6 6 2 *

Merci de recycler



II. Adoption de l'ordre du jour (point 1 de l'ordre du jour)

5. Le Président a examiné le projet d'ordre du jour (ECE/TRADE/C/CEFACT/2016/1) et a annoncé que le document mentionné au point 7 a) et intitulé « Recommandation sur les partenariats public-privé en matière de facilitation du commerce », serait présenté uniquement à titre de document d'information (ECE/TRADE/C/CEFACT/2016/INF 1).

6. La Plénière a adopté l'ordre du jour tel que proposé (**Décision 16-01**).

III. Élection (point 2 de l'ordre du jour)

7. Une élection a été organisée afin de pourvoir le poste laissé vacant après l'accession à la présidence de l'un des vice-présidents précédemment élus. Le candidat retenu exercera ses fonctions jusqu'à la fin de la période initialement prévue (2016-2017).

8. Le secrétariat a rappelé le contexte de l'élection et les étapes de l'appel à candidatures. Il a reçu une candidature, celle de M^{me} Sylvia (Sue) Probert, qui émanait de la délégation du Royaume-Uni.

9. Une délégation a demandé quelle était la période couverte par le mandat (2016-2017) et, si compte tenu de l'importante charge de travail du Bureau, il ne serait pas souhaitable que le poste soit à pourvoir pour une durée de trois ans. Le secrétariat a indiqué que le Conseiller juridique de l'Office des Nations Unies à Genève (UNOG) avait été consulté sur la question et avait estimé que la personne qui serait élue pour remplacer le Vice-Président sortant ne devrait occuper ce poste que jusqu'à la fin du mandat initialement prévu.

10. La Plénière a élu par acclamation M^{me} Sylvia (Sue) Probert Vice-Présidente du CEFACT-ONU pour la période 2016-2017 (**Décision 16-02**).

IV. Questions découlant des travaux menés depuis la vingt et unième session (point 3 de l'ordre du jour)

11. La Chef par intérim de la Section de la facilitation du commerce de la CEE a présenté le document ECE/TRADE/C/CEFACT/2016/3, intitulé « Questions découlant des travaux menés depuis la vingt et unième session ». Elle a fait savoir que le Comité exécutif de la CEE avait approuvé le programme de travail du CEFACT-ONU pour 2015-2016. Le Comité exécutif avait aussi décidé de créer un groupe de contact avec le Bureau/Président du CEFACT-ONU. Le Président du Bureau avait rencontré le groupe de contact du Comité exécutif à deux reprises au cours de l'année 2015.

12. La Chef par intérim a insisté sur l'importance que l'Accord sur la facilitation des échanges, adopté par l'Organisation mondiale du commerce (OMC), revêtait pour le travail du CEFACT-ONU. Plusieurs des recommandations, nouvelles ou révisées, de la CEE concouraient directement à la mise en œuvre de l'Accord, dont la Recommandation n° 4 relative aux organismes nationaux de facilitation du commerce et la Recommandation n° 40 relative aux approches en matière de consultation. Le secrétariat de la CEE a participé activement à la mise en œuvre de l'Accord en organisant des réunions et des ateliers sur le sujet.

13. La Chef par intérim a jugé important que les organisations internationales coordonnent leur action afin d'apporter une aide efficace et rationnelle aux pays dans leur mise en œuvre de l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges. À cette fin, la CEE a conclu un protocole d'accord avec la CNUCED et l'ITC en avril 2015 et avec l'Association du transport aérien international (IATA) en mai 2015.

14. Par ses activités, le CEFACT-ONU joue aussi un grand rôle dans la réalisation des objectifs de développement durable (ODD). Ses recommandations et ses normes rendent l'échange d'informations plus rapide et plus économique, ce qui facilite le commerce et contribue à accroître la productivité et à créer des emplois dans les pays. La CEE a établi une publication succincte sur la contribution des activités du CEFACT-ONU à la réalisation des ODD.

15. Le Conseiller régional a présenté les services de conseil qui avaient été fournis à l'appui du développement et de la facilitation du commerce dans des pays en transition. Ces services relevaient de trois grands domaines d'action : l'aide à la mise en œuvre de l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges, le système du guichet unique, et les organismes nationaux de facilitation du commerce. L'intervenant a insisté sur la nécessité d'œuvrer à la facilitation du commerce aux côtés des pays et a encouragé la poursuite des activités allant dans ce sens.

16. La Directrice de la Division du commerce et de la coopération économique a fait une présentation sommaire d'une nouvelle initiative, dans le cadre de laquelle les organismes des Nations Unies comptent créer un portail en ligne qui aidera les États membres, les donateurs et les banques de développement à repérer les ressources en faveur de la facilitation du commerce proposées par le système des Nations Unies. Le but est de faire connaître les compétences et les ressources disponibles pour répondre aux besoins recensés et d'encourager, au besoin, la définition de propositions communes. L'intervenante a prié les pays d'étudier la possibilité de financer la création de ce portail Web.

17. Le représentant de l'Ukraine a remercié la CEE du travail accompli par son Conseiller régional et de ses efforts de coordination avec d'autres organisations. Il a aussi dit qu'il demanderait l'avis du Gouvernement ukrainien sur la manière d'appuyer la création du portail Web consacré à la facilitation du commerce.

18. Deux délégations se sont inquiétées que ces activités puissent faire double emploi avec celles menées par l'OMC et d'autres organismes aux fins de la mise en œuvre de l'Accord sur la facilitation des échanges. Le secrétariat a expliqué que, en la matière, l'OMC jouait un rôle de chef de file et que les organisations concernées agissaient en étroite coordination et en bonne intelligence, de manière à ce que leurs activités soient complémentaires. Cela étant, l'objectif du portail Web proposé est d'aider l'OMC et les autres acteurs dans leurs travaux. Chaque organisation participante s'est engagée à ce que, dans les coulisses du portail Web, des « ressources humaines actives » se chargent de chercher dans le système des Nations Unies des réponses aux demandes émanant de l'OMC et d'autres organisations ainsi que de tel ou tel pays, et de les coordonner.

19. Le Président du CEFACT-ONU a souligné l'ampleur des activités d'information et d'appui qui avaient été menées par le secrétariat aux niveaux national, régional et international. Il a aussi appelé l'attention sur le manque de ressources du secrétariat et a demandé à la Plénière d'aider celui-ci à poursuivre ses activités.

20. Le secrétariat a également remercié la Suède de sa dernière contribution, qui lui avait permis de mettre à jour le Guide pratique relatif à la facilitation du commerce, et a invité les pays à continuer de soutenir cette initiative.

21. La Plénière a pris note des questions qui avaient été soulevées depuis la dernière session et a prié le secrétariat de faire de nouveau un rapport similaire en 2017 (**Décision 16-03**).

V. Aperçu des faits nouveaux par le Bureau (point 4 de l'ordre du jour)

22. Le Président a informé les délégations des faits nouveaux survenus au sein du Bureau et a invité chaque Vice-Président du Bureau à rendre compte des activités relevant de leurs volets du programme et des travaux pertinents des experts du CEFACT-ONU.

23. La Vice-Présidente chargée du volet des procédures du commerce international a indiqué qu'un certain nombre de projets de recommandations, présentés pour qu'il en soit pris note au titre du point 7, avaient été menés à bonne fin. Elle a aussi mentionné les projets actuellement engagés dans les domaines relevant de sa responsabilité, à savoir la révision de la Recommandation n° 1 (Formule-cadre des Nations Unies), le projet de Recommandation n° 36 sur l'interopérabilité du guichet unique et le projet récemment approuvé relatif aux dispositifs de suivi de la facilitation du commerce et des transports. Elle a aussi présenté sommairement les questions dont elle espérait qu'elles feraient l'objet de projets dans un avenir proche, tels que l'égalité des sexes dans la facilitation du commerce, la reprise après sinistre des systèmes de guichet unique, les mots clefs en rapport avec les guichets uniques et le modèle d'auto-évaluation du guichet unique.

24. Le Vice-Président chargé du volet de la chaîne d'approvisionnement a fait le point sur les projets relevant de ses domaines de responsabilité, à savoir le projet révisé relatif aux avis de paiement, le projet relatif au financement des commandes, le projet d'étude de fond sur la prise en considération du financement du commerce/de la chaîne d'approvisionnement dans la facilitation du commerce, le modèle de données de référence sur la chaîne d'approvisionnement, l'étude de fond sur la normalisation internationale des marchés publics, le projet de transport multimodal et le projet relatif à la masse brute vérifiée. Il a aussi annoncé que le service chargé du domaine des transports avait entrepris d'harmoniser le Recueil sur la facilitation et le commerce électronique, en étroite collaboration avec l'Organisation maritime internationale (OMI), qui est à son origine, et avec l'équipe chargée du projet de modèle de données de l'Organisation mondiale des douanes (OMD) et le Comité technique 8 de l'ISO.

25. Le Vice-Président chargé du volet de la réglementation a rendu compte des progrès réalisés dans l'exécution des projets relevant de sa responsabilité, à savoir le projet de recommandation visant à garantir la fiabilité et la valeur juridique des échanges électroniques internationaux, le projet relatif au mouvement transfrontières des déchets et le projet de livre journal. Il a aussi annoncé que la cybersécurité avait été ajoutée au programme de travail du service chargé de l'administration en ligne.

26. Le Vice-Président chargé du volet sectoriel a commencé par un exposé sommaire des nombreuses activités en cours dans le domaine agroalimentaire¹. Il a ensuite présenté les grandes problématiques agricoles que sont la durabilité, la sécurité alimentaire, l'accès aux marchés, la traçabilité et la transparence. Il a poursuivi par un compte rendu des activités courantes dans les autres domaines relevant de sa responsabilité, notamment de l'avancement du projet sur les petites maisons d'hôtes et les informations touristiques.

27. Le Vice-Président chargé du volet de la méthodologie et de la technologie a rendu compte des faits nouveaux survenus depuis la dernière session plénière, à savoir la décision du Bureau de souscrire à la proposition des experts d'utiliser exclusivement la version 2.01 des spécifications techniques des composants communs (CCTS), la version 2.1 des règles de désignation et de conception en langage de balisage extensible (XML) et les

¹ Messages normalisés (e-CERT, e-CROP, identification et passeport électronique pour les animaux, avis d'expédition, suivi et traçage (Track and Trace), etc.), codage (produit, lieu et identification des parties), certification.

spécifications techniques relatives à la composition des documents commerciaux utilisant des composants communs éléments de base (CCBDA) dans les activités de développement du CEFACT-ONU. L'intervenant a évoqué les récentes publications des Règles des Nations Unies concernant l'échange de données informatisé pour l'administration, le commerce et le transport (EDIFACT-ONU), les schémas XML et la bibliothèque des composants communs. Il a informé la Plénière des résultats de deux projets menés en interne – l'un sur l'inventaire de la bibliothèque, l'autre sur la conformité – qui devraient donner lieu à des projets de produits pour le CEFACT-ONU. Il a fait part des discussions qui s'étaient tenues dans son service sur le rôle du CEFACT-ONU dans les technologies nouvelles et futures. En conclusion, il a expliqué que les outils actuellement utilisés à des fins de publication finiraient par atteindre leurs limites à mesure que le volume des informations augmenterait et a invité les délégations à proposer l'emploi d'autres outils, peut-être déjà disponibles, pour accompagner le processus technique.

28. Le Président a rendu compte des réunions et des décisions du Bureau ainsi que des conférences auxquelles le CEFACT-ONU avait participé. Son exposé a surtout porté sur la stratégie du CEFACT-ONU, la formation de consensus et la transparence dans les décisions et les procédures du Bureau. Il a aussi insisté sur le rôle important joué par le secrétariat, qui contribuait à diffuser les travaux du CEFACT-ONU, et sur la portée mondiale de ces activités de représentation, notamment avec la mise en œuvre de l'Accord sur la facilitation des échanges. Il a également souligné que plus d'un tiers des décisions adoptées par le Bureau depuis la vingt et unième session plénière concernaient l'élaboration et l'exécution de projets.

29. Le Président a également rendu compte à la Plénière de différentes réunions d'experts qui s'étaient tenues depuis sa vingt et unième session, y compris des réunions avec différentes délégations. Il a annoncé que le vingt-septième Forum du CEFACT-ONU se tiendrait à Genève pendant la semaine du 25 avril, juste après la Plénière, et que le vingt-huitième Forum se tiendrait à Bangkok en septembre 2016, sous les auspices de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP).

30. Le Président a souligné l'intérêt de l'outil collaboratif en ligne du CEFACT-ONU et a félicité le secrétariat de la CEE de la rapidité et de la rigueur avec lesquelles cet outil avait été mis au point. Le secrétariat a donné un bref aperçu du fonctionnement de l'outil et de ses modules.

31. La délégation allemande a demandé en quoi consisterait la participation du CEFACT-ONU au Forum pluripartite de l'Union européenne (UE) sur la facturation électronique. Le Vice-Président chargé de la liaison a indiqué que le CEFACT-ONU avait été invité à répondre aux demandes d'informations et avait participé en qualité d'observateur aux réunions de l'UE. Par exemple, le CEFACT-ONU avait apporté sa contribution à un document de référence récemment adopté par cet organe.

32. La Plénière a pris note des faits nouveaux présentés par le Bureau et lui a demandé de faire de nouveau un rapport similaire en 2017 (**Décision 16-04**).

VI. Rapports des rapporteurs (point 5 de l'ordre du jour)

33. Le Rapporteur pour l'Afrique et le Rapporteur pour l'Asie et le Pacifique ont présenté leurs rapports sur les activités réalisées depuis la dernière session, respectivement publiés sous les cotes ECE/TRADE/C/CEFACT/2016/4 et ECE/TRADE/C/CEFACT/2016/5.

34. Le Président a remercié les Rapporteurs de leur contribution constante à un plus grand rayonnement du CEFACT-ONU, par leur promotion de ses activités et de ses

réalisations en Afrique et dans la région de l'Asie et du Pacifique, et les a incités à renforcer les synergies et la coopération interrégionales.

35. La Plénière a pris note des rapports du Rapporteur pour l'Afrique et du Rapporteur pour l'Asie et le Pacifique et leur a demandé de rendre compte de nouveau de leurs activités en 2017 (**Décision 16-05**).

VII. Activités d'autres organes de la CEE et organisations internationales présentant un intérêt pour le CEFACT-ONU (point 6 de l'ordre du jour)

36. Des représentants des organismes des Nations Unies énumérés ci-après ont informé les délégations d'activités intéressant le CEFACT-ONU : le Groupe de travail des politiques de coopération en matière de réglementation et de normalisation (WP.6) de la CEE, le Groupe de travail des normes de qualité des produits agricoles (WP.7) de la CEE, le Groupe de travail des problèmes douaniers intéressant les transports (WP.30) de la CEE, l'ITC et la CNUCED. Ils ont mis en avant la qualité et la constance de leur coopération avec le CEFACT-ONU et ont mentionné de nouveaux domaines à laquelle celle-ci pourrait être étendue².

37. La délégation des États-Unis a demandé comment les organisations invitées à s'exprimer au titre de ce point de l'ordre du jour étaient choisies. Le secrétariat a expliqué que ce choix se faisait selon la procédure normalement appliquée dans le système des Nations Unies lorsque d'autres organismes du système rendent compte de leurs activités.

VIII. Recommandations et normes du CEFACT-ONU (point 7 de l'ordre du jour)

38. Le Président a donné un bref aperçu des différentes recommandations et normes que la Plénière aurait à examiner. Il a expliqué que le document informel portant le projet de recommandation sur les partenariats public-privé en matière de facilitation du commerce (ECE/TRADE/C/CEFACT/2016/INF.1) était présenté à titre informatif, et non en tant que décision, comme cela avait été initialement prévu, car des observations de fond additionnelles avaient été reçues après son examen public par le secrétariat de la CEE chargé des partenariats public-privé. Le Président a indiqué que le CEFACT-ONU était toujours soucieux de livrer les résultats les plus pertinents et les plus sérieux possibles. Le projet de recommandation sur les partenariats public-privé ferait de nouveau l'objet du processus d'examen public avant d'être soumis aux chefs de délégation pour approbation pendant la période intersessions.

39. La Plénière a pris note du projet de recommandation et a souscrit à la demande de soumettre la recommandation pour approbation pendant la période intersessions (**Décision 16-06**).

40. Le secrétariat a annoncé que, depuis la dernière session plénière, et selon les procédures convenues, il avait publié les versions D15.A et D15.B de l'EDIFACT-ONU, les versions 2015-1 et 2015-2 du Code des Nations Unies pour les lieux utilisés pour le commerce et les transports (LOCODE-ONU), les versions D15.A et D15.B de la bibliothèque des composants communs du CEFACT-ONU, les versions D15.A et D15.B de la bibliothèque des schémas XML du CEFACT-ONU, et les révisions 11 et 12 de la liste

² Les exposés sont disponibles à l'adresse : <http://www.unece.org/index.php?id=40403>.

des Codes des unités de mesure utilisées dans le commerce international (Recommandation n° 20, révisions 11 et 12 de la liste de codes).

41. La Plénière a pris note des normes actualisées présentées par le secrétariat et a demandé qu'elles continuent d'être mises à jour régulièrement (**Décision 16-07**).

42. Un nouveau type d'outil, le guide explicatif, a été présenté à la Plénière (ECE/TRADE/C/CEFACT/2016/7). La délégation suédoise a reconnu l'intérêt des guides explicatifs et a proposé de les joindre aux produits auxquels ils se rapportent. Le Bureau a pris note de cette proposition.

43. La Plénière a pris note de l'exemple de guide explicatif fourni et s'est réjoui à la perspective que d'autres produits du CEFACT-ONU fassent l'objet de guides explicatifs (**Décision 16-08**).

44. Le secrétariat a rendu compte des résultats de la conférence consacrée à LOCODE-ONU en 2015 et a annoncé le programme de la prochaine conférence, le 28 avril 2016. La conférence de 2015 avait notamment abouti à un projet de mandat des coordonnateurs LOCODE-ONU (ECE/TRADE/C/CEFACT/2016/16). Le secrétariat a prié les pays qui ne l'avaient pas encore fait de désigner leurs coordonnateurs nationaux LOCODE-ONU.

45. La Plénière a pris note du rapport et a demandé au secrétariat de rendre compte, en 2017, de la deuxième conférence consacrée à LOCODE-ONU, qui se tiendrait pendant le Forum du CEFACT-ONU de 2016 (**Décision 16-09**).

IX. Structure, mandat, cahier des charges et procédures du CEFACT-ONU (point 8 de l'ordre du jour)

46. Le secrétariat a soumis pour approbation le document intitulé « Modalités d'élection du Bureau du CEFACT-ONU » (ECE/TRADE/C/CEFACT/2016/10), qui expose la procédure d'élection du Bureau telle qu'elle a été adoptée par la Plénière à sa vingt et unième session (Décision plénière 15-06), enrichi des observations reçues.

47. La Plénière a approuvé le document, avec de légères modifications, sous la cote ECE/TRADE/C/CEFACT/2016/10/Rev.1, étant entendu qu'il entrerait en vigueur à compter de la nouvelle élection, en 2017, sans effet rétroactif (**Décision 16-10**).

48. Le Bureau du CEFACT-ONU a présenté sept autres documents destinés à clarifier et à simplifier les procédures internes et à faire mieux connaître le CEFACT-ONU et ses activités : « Guide explicatif sur les produits du CEFACT-ONU » (ECE/TRADE/C/CEFACT/2016/11), « Cahier des charges relatif à l'appui et à l'examen des projets du CEFACT-ONU » (ECE/TRADE/C/CEFACT/2016/12), « Texte définissant les domaines et les coordonnateurs de domaine » (ECE/TRADE/C/CEFACT/2016/13), « Texte définissant la liaison avec d'autres organisations » (ECE/TRADE/C/CEFACT/2016/14), « Mandat de l'Équipe du CEFACT-ONU chargée de la communication » (ECE/TRADE/C/CEFACT/2016/15), « Mandat des coordonnateurs LOCODE-ONU » (ECE/TRADE/C/CEFACT/2016/16), et « Informations actualisées sur le Processus d'élaboration ouvert » (ECE/TRADE/C/CEFACT/2016/17). Il a été demandé d'apporter une modification mineure au document ECE/TRADE/C/CEFACT/2016/13, comme il ressort de sa version révisée (Rev.1).

49. En ce qui concernait le document ECE/TRADE/C/CEFACT/2016/17, la délégation japonaise a émis l'idée que la définition des produits du CEFACT-ONU qui était donnée au paragraphe 16 puisse être précisée. Le Vice-Président chargé du volet de la méthodologie et de la terminologie établirait une note d'information qui servirait de base de discussion

aux délégations intéressées. Cette note pourrait être jointe en annexe du document ECE/TRADE/C/CEFACT/2016/17 lors d'une future révision.

50. La Plénière a pris note des documents présentés et a demandé au Bureau de continuer à (re)définir les mandats, s'il y a lieu, afin de rendre ses procédures encore plus claires et plus simples et de faire mieux connaître le CEFACT-ONU et ses activités (**Décision 16-11**).

51. La version finale du document « Chefs de délégation des pays participant aux travaux du CEFACT-ONU : guide pratique des responsabilités, fonctions et procédures » (ECE/TRADE/C/CEFACT/2011/7/Add.1/Rev.2), approuvée par la Plénière à sa dix-septième session (Décision 11-11), a été présentée pour information.

X. Futurs défis à relever à l'appui de la facilitation du commerce et des transactions électroniques (point 9 de l'ordre du jour)

52. Le secrétariat a présenté ses publications récentes : « UN/CEFACT and the SDGs: Harnessing the potential of trade facilitation and e-business for sustainable development » (Le CEFACT-ONU et les ODD : tirer parti du potentiel de la facilitation des échanges et du commerce électronique en vue du développement durable) (ECE/INF/2015/17), « Briefing note on the contribution of UN/CEFACT to UN Sustainable Development Goal 14: Conserve and sustainably use the oceans, seas and marine resources for sustainable development » (Note d'information sur la contribution du CEFACT-ONU à l'objectif de développement durable n° 14 : « Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable ») (ECE/TRADE/C/CEFACT/2016/18) et « Background paper: facilitating trade to feed the world » (Document de référence : faciliter le commerce pour nourrir le monde) (ECE/TRADE/C/CEFACT/2016/19). Le secrétariat a indiqué qu'il importait de mettre les produits du CEFACT-ONU au service des objectifs de développement durable.

53. La Plénière a pris note des documents présentés et a demandé au secrétariat de continuer à analyser la contribution du CEFACT-ONU aux objectifs de développement durable et les questions qui s'y rapportent (par exemple, le Programme d'action d'Addis-Abeba sur le financement du développement) (**Décision 16-12**).

54. Le Président a exposé les enjeux internes du CEFACT-ONU, à savoir attirer des experts et recevoir des communications. En ce qui concernait le premier point, le secrétariat a suggéré de définir des lignes directrices sur la manière de lancer des projets dans le cadre du CEFACT-ONU. La délégation du Royaume-Uni a exprimé son soutien au secrétariat et au Bureau pour leurs efforts de communication.

XI. Orientations futures du CEFACT-ONU (point 10 de l'ordre du jour)

55. Le Président du Bureau a soumis pour approbation le document relatif aux orientations futures du CEFACT-ONU (ECE/TRADE/C/CEFACT/2016/20), qui définit un cadre stratégique des principales activités menées à l'appui du mandat du CEFACT-ONU et qui est destiné à remplacer le « cadre stratégique pour les activités du CEFACT-ONU » (ECE/TRADE/C/CEFACT/2015/7). Ce document est conforme à l'approche de gestion rationalisée axée sur des projets adoptée à la dix-huitième session de la Plénière, en février 2012, et à la version révisée du document de référence intitulé « Structure, mandat, cahier des charges et procédures du CEFACT-ONU » (ECE/TRADE/C/CEFACT/2010/15/Rev.5).

56. La délégation des Pays-Bas a demandé des précisions au sujet de l'expression « pôle sémantique », mentionnée au paragraphe 7 du document et définie comme « un noyau central auquel de multiples nœuds sont connectés ». Dans ce contexte, cette expression se rapportait aux produits du CEFACT-ONU permettant de relier entre elles toutes les données relatives à la chaîne d'approvisionnement. À cette fin, il était important que les produits élaborés dans le cadre du CEFACT-ONU utilisent la sémantique en usage en interne et que la collaboration avec d'autres organisations soit recherchée.

57. Le Président a rappelé à la Plénière que, dans le cadre du mémorandum d'accord sur les transactions électroniques, conclu entre la CEE, la Commission électronique internationale (CEI), l'ISO et l'Union internationale des télécommunications (UIT), le CEFACT-ONU se définissait comme le pôle sémantique.

58. La délégation allemande a présenté un document informel (ECE/TRADE/C/CEFACT/2016/INF 3), dans lequel elle saluait l'élaboration par le CEFACT-ONU de modèles de référence contextualisés et se déclarait favorable au renforcement de son rôle en tant que pôle sémantique pour les messages électroniques. Elle a aussi demandé que le CEFACT-ONU poursuive ses travaux dans ce domaine et continue d'en rendre compte, et qu'il les fasse expressément figurer dans son futur programme de travail.

59. La Plénière est convenue d'inscrire l'élaboration de modèles de référence contextualisés dans le programme de travail du CEFACT-ONU pour 2017-2018 (**Décision 16-13**).

60. La Plénière a approuvé le document relatif aux orientations futures du CEFACT-ONU avec quelques modifications (ECE/TRADE/C/CEFACT/2016/20/Rev.1) (**Décision 16-14**).

61. La Plénière a aussi été saisie, pour information, du programme de travail du CEFACT-ONU pour 2015-2016 (ECE/TRADE/C/CEFACT/2015/8). Elle a demandé que le programme de travail pour 2017-2018 lui soit soumis en 2017 (**Décision 16-15**).

XII. Questions diverses (point 11 de l'ordre du jour)

62. La délégation chinoise a fait part des mesures de facilitation du commerce qui avaient été récemment prises par son pays. La Chine avait ratifié l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges en 2015 et avait établi un comité national de la facilitation des échanges en mars 2016. Des normes nationales portant adoption des normes du CEFACT-ONU avaient aussi été publiées. L'Institut national chinois de normalisation avait engagé d'importants travaux d'harmonisation et d'adaptation des normes au contexte local.

63. Le secrétariat a adressé ses remerciements à l'Institut chinois de normalisation, notamment pour sa traduction en chinois de normes et de produits de la CEE. Il a ensuite proposé, si la délégation chinoise le souhaitait, que ces documents soient publiés sur le site Web du CEFACT-ONU à titre de traductions non officielles, afin d'étendre leur diffusion et d'encourager l'harmonisation au niveau international. Cette proposition a aussi été faite à toutes les autres délégations qui auraient pu avoir traduit les produits du CEFACT-ONU dans la langue de leurs pays et qui souhaiteraient que leurs traductions soient accessibles sur le site Web du CEFACT-ONU.

64. La Plénière a demandé que le Bureau, en coordination avec le secrétariat, obtienne des informations auprès des États membres et des organisations internationales sur l'utilisation qui était faite des produits du CEFACT-ONU afin de lui faire rapport sur le sujet à sa prochaine session (**Décision 16-16**).

XIII. Adoption des décisions et du projet de rapport de la vingt-deuxième session (point 12 de l'ordre du jour)

65. La Plénière a adopté les décisions prises ainsi que le rapport de la vingt-deuxième session (**Décision 16-17**).
